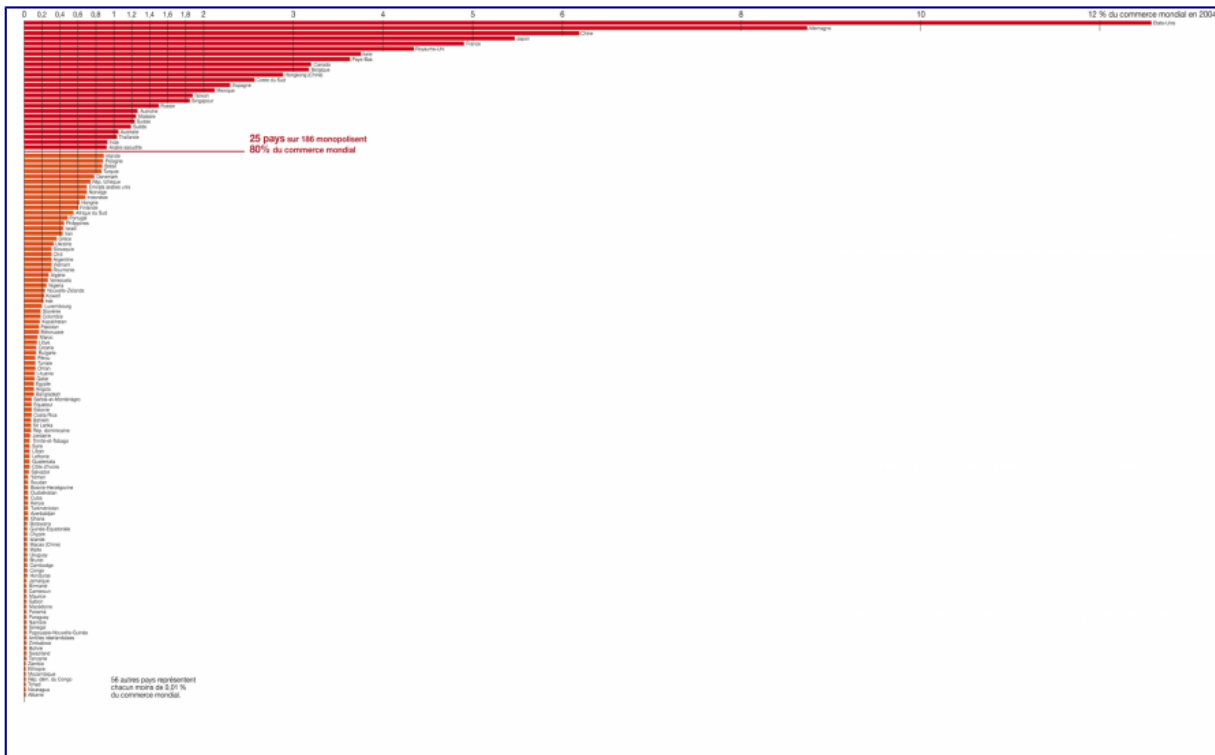


	<u>Fiche info - titre :</u> 	<u>Date :</u> 0 20/03/2018
	<u>Auteur :</u> <u>Source :</u> https://www.monde-diplomatique.fr/publications/l_atlas_geopolitique/a53443	

Derrière les mythes du libre-échange

Bien des dirigeants libéraux estiment que les succès économiques doivent être attribués au libre-échange, dont le non-respect expliquerait échecs et retards. C'est là un mythe qui a pris naissance au XVIIIe siècle et qui a accompagné la première comme l'actuelle phase de mondialisation...

par Catherine Samary -



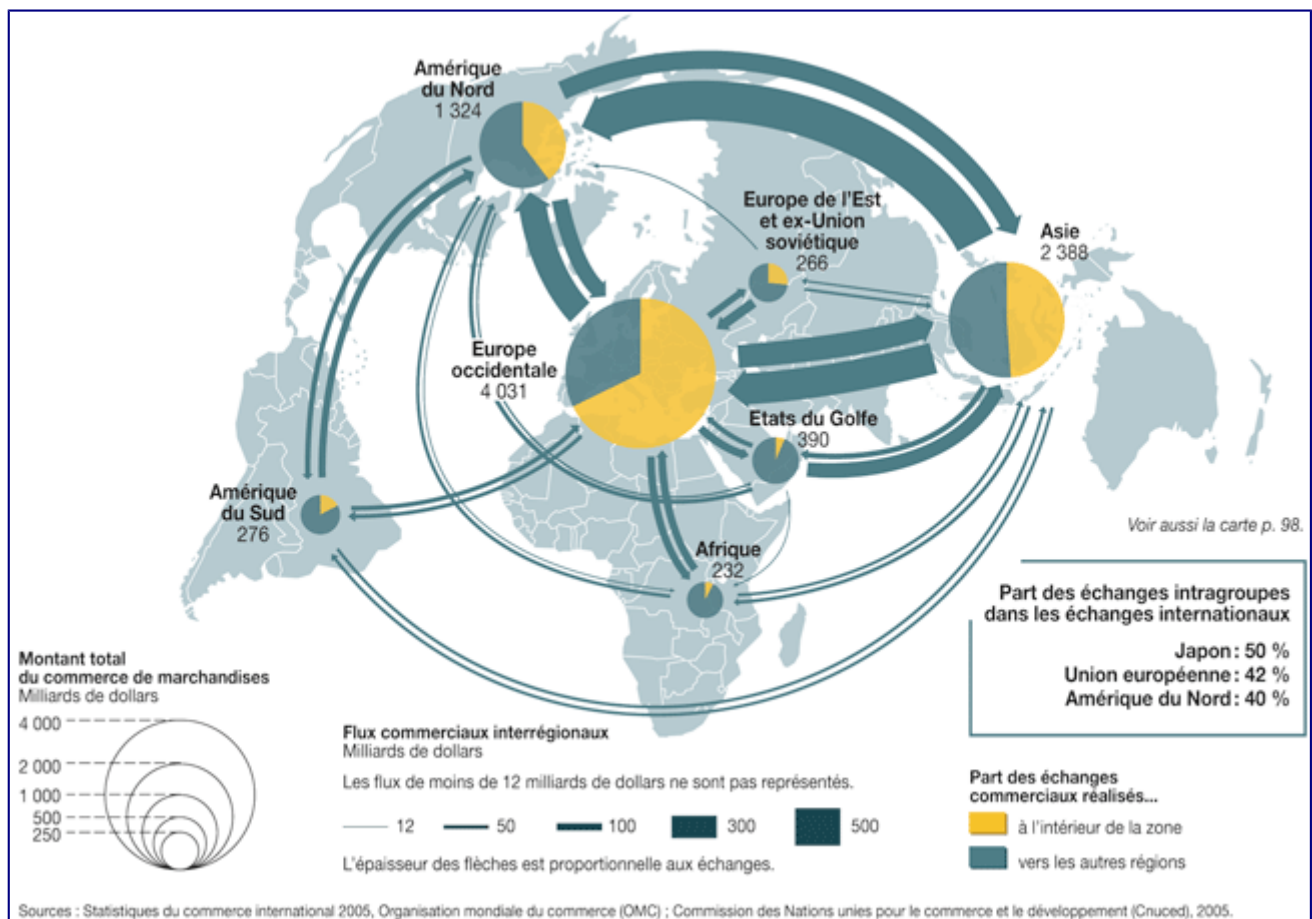
Polarisation du commerce

Le refus du libre-échange est souvent supposé signifier repli autarcique protégeant des productions trop coûteuses. A l'inverse, les « ouvertures » au commerce international et le décollage économique de la Corée du Sud ou de la Chine sont présentés comme des applications du « libre-échange ». C'est occulter le sens des mots et des enjeux. Le libre-échange implique une compétition libre (donc entre égaux), non faussée par l'Etat. Et ce n'est pas tant l'autarcie qui lui est opposée que des échanges sous contrôle – ouvrant un débat sur ses critères. Un fort « taux d'ouverture » – pourcentage élevé d'exportations rapporté à un indicateur de production – peut être associé à un très fort interventionnisme d'Etat, comme en Corée du Sud et en Chine, dont la croissance a été « protégée »... C'est ce qu'ont choisi tous les pays aujourd'hui développés, fait occulté par les présentations dominantes de l'histoire du commerce mondial (voir « [Les tensions Nord-Sud minent le cycle de Doha](#) »).

Conseillée par David Ricardo, principal théoricien du « libre-échange », l'Angleterre du XIXe siècle abolit les corn laws – qui protégeaient jusqu'alors la production céréalière britannique. L'Angleterre, qui avait connu sa révolution industrielle capitaliste un siècle avant la France, menait jusque-là, comme les autres puissances commerçantes, une politique « mercantiliste ». C'est-à-dire une politique protectionniste dans le cadre d'une alliance entre Etats forts et grands marchands du commerce « au loin », appuyée sur les armées

pour conquérir le « nouveau monde » et contrôler les grandes routes du commerce mondial. La révolution industrielle et l'expansion des échanges se sont réalisées – de l'Europe occidentale aux Etats- Unis et jusqu'au Japon – sur des bases protectionnistes.

La thèse « libre-échangiste » fut formulée au coeur de la première puissance industrielle et colonialiste de l'époque en réponse à une crise majeure du profit. Et si elle est remise à l'ordre du jour, au tournant des années 1980, aux Etats-Unis, c'est pour les mêmes raisons. La tendance à la chute du profit fut analysée par Ricardo (avant d'être développée par Karl Marx) en constatant le rendement décroissant des terres. L'Angleterre sacrifia alors sa production de blé et chercha à importer des matières premières à coût plus faible, afin de restaurer ses profits...



Echanges planétaires

Mais la thèse du libre-échange fut présentée par ses promoteurs comme « universelle », chaque pays étant supposé y gagner en se spécialisant « librement » (sans le moindre rapport de domination...) dans les productions où il dispose d'un « avantage comparatif ». Les crédits ou investissements des pays riches devaient permettre aux pays pauvres d'acheter les biens des pays développés – le remboursement de ces dettes devant venir par l'exportation.

Dès le XIXe siècle, cette thèse fut dénoncée comme hypocrite aux Etats-Unis comme en Allemagne. Ces puissances montantes rivales de l'Angleterre soulignaient que celle-ci préconisait la suppression des protections une fois sa position dominante acquise. Mais si les Etats-Unis, l'Allemagne ou le Japon se construisaient alors en se protégeant des premières puissances d'Europe occidentale, ils se lancèrent tous trois, comme le Royaume-Uni, dans une expansion impérialiste imposant aux pays dominés la suppression de leurs protections. Le double langage intitulé « libre-échange » cette ouverture forcée des pays quand les métropoles continuaient, par un interventionnisme d'Etat, à contenir crises périodiques et explosions sociales.

Les révolutions du XXe siècle dans les pays de la périphérie cherchèrent à rompre la dépendance porteuse de

sous développement. La guerre froide entre systèmes facilita la décolonisation et la résistance aux dominations. Des politiques d'Etat interventionnistes subordonnèrent le commerce international à des choix autocentrés, dans le cadre de dictatures ou dans les « sociétés de consommation » – sans que, nulle part, les populations aient un réel contrôle des choix.

Dans les années 1970, tous ces modèles se confrontaient aux contradictions de ce type de croissance. Les Etats-Unis, en perte d'hégémonie et face à une crise des profits, remirent à l'ordre du jour la « libre concurrence ». Derrière ce discours contrastant avec un protectionnisme musclé des grandes puissances, un tiers du commerce mondial se déroule au sein des firmes multinationales : celles-ci délocalisent leurs ateliers selon les avantages comparés de fiscalité et de coûts salariaux dans un monde sans frontières pour elles...

Catherine Samary

Coauteure, avec Jean-Arnault Dérens, de *Les conflits yougoslaves de A à Z*, l'atelier, Paris, 2000.

Philippe Rekacewicz avec Emmanuelle Bournay, Laura Margueritte, et Cécile Marin.

Bibliographie :

Joseph Eugène Stieglitz, *La Grande Désillusion*, Fayard, Paris, 2002.

Jacques Adda, *La Mondialisation de l'économie*, La Découverte, Paris, 2006.

Sur la Toile :

Perry Anderson, Histoire et leçons du néolibéralisme (Page deux) :

www.fastnet.ch/PAGE2/p2_neolib_intro.html

Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac) :

www.france.attac.org/r66

Là-bas si j'y suis, « Le chômage a une histoire » : www.labas.org/article.php3?id_article=701

Collectif Raisons d'agir : www.raisonsdagir.org/EN.htm